



KONICA MINOLTA



occurrence
ifop group



BAROMÈTRE KONICA MINOLTA DE LA SÉRÉNITÉ NUMÉRIQUE 2026

4e édition

Giving Shape to Ideas

À PROPOS

Konica Minolta, acteur leader en solutions et services informatiques et acteur clé de la transition numérique des organisations en France et dans le monde, présente la quatrième édition annuelle du « Baromètre Konica Minolta de la sérénité numérique ».

Cette étude, réalisée en partenariat avec l'Institut Occurrence (Groupe IFOP), s'impose comme une référence par l'ampleur de son dispositif.

Fondée sur un sondage mené auprès de 500 entreprises françaises, elle dresse un panorama détaillé de leur rapport à la transition numérique. L'analyse croise les regards de trois fonctions clés – Direction Générale, Direction Administrative et Financière, et Direction des Systèmes d'Information – et couvre les secteurs d'activité : Services, Commerce, Industrie et Construction.

L'édition 2026 marque une étape supplémentaire avec l'intégration de la Santé et de l'Action sociale.





Méthodologie



Échantillon : 500 entreprises
françaises (400 PME + 100 ETI)

Période : 25 juillet au
15 septembre 2025



Mode de recueil :
téléphonique



Institut :
Occurrence
(groupe IFOP)



Questionnaire :
77 questions

Marge d'erreur :
 $\pm 4,4$ points à 50 %



Secteurs

33 % Services	20 % Commerce	15 % Industrie
18 % Santé	13 % Construction	



Fonctions

34 % DSI	30 % Dirigeants	28 % DAF
--------------------	---------------------------	--------------------



Éditorial



Une sérénité numérique trompeuse, masque de vulnérabilité.

Depuis 2023, le Baromètre Konica Minolta de la sérénité numérique observe et documente l'évolution du rapport des entreprises françaises à leur transformation numérique. Cette quatrième édition confirme une réalité désormais centrale : si la sérénité déclarée demeure élevée, elle coexiste avec des fragilités structurelles profondes, dans un contexte d'accélération technologique, réglementaire et géopolitique sans précédent.

Le paradoxe est frappant. **85 % des entreprises se déclarent sereines face au numérique**, alors que **70 % ne disposent toujours pas d'une stratégie numérique formalisée**. Cette confiance affichée apparaît moins comme le signe d'une maturité acquise que comme celui d'une **sous-estimation des risques réels**, voire d'un décalage entre perception et réalité opérationnelle. La transformation numérique est parfois considérée comme un acquis, alors même qu'elle reste insuffisamment structurée, pilotée et gouvernée dans une majorité d'organisations. Cette situation interroge directement la responsabilité et la lucidité stratégiques des dirigeants.

L'année 2025 marque par ailleurs un tournant avec l'irruption massive de l'intelligence artificielle dans le quotidien des entreprises. **65 % d'entre elles perçoivent désormais l'IA comme une opportunité**, contre moins de la moitié un an plus tôt. Pourtant, cette adhésion rapide s'accompagne d'un vide de gouvernance préoccupant : **plus de huit entreprises sur dix n'ont pas encore défini de règles encadrant ces nouveaux usages**. L'IA n'est plus un sujet anxiogène, elle est devenue un sujet banalisé. Le risque n'est plus le rejet, mais le déploiement sans cadre, souvent hors du radar des directions générales.

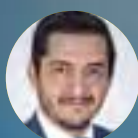
La réforme de la facturation électronique constitue un autre révélateur majeur. Si sa notoriété progresse fortement pour atteindre **75 %**, et si elle s'impose comme la priorité numérique numéro un, **le niveau de préparation reste modeste**, à seulement six mois de l'échéance de septembre 2026. Le baromètre met ainsi en lumière un écart persistant entre la conscience de la nécessité d'agir et la capacité à traduire cette contrainte réglementaire en projets opérationnels structurés et pilotés.

Les résultats de cette édition traduisent également une évolution significative du regard porté sur le Cloud. Si les usages ont atteint un certain niveau de maturité, **la dépendance aux prestataires devient désormais le premier frein perçu**. Dans un environnement marqué par les tensions géopolitiques et les enjeux de protection des données, les critères de **souveraineté numérique** — stockage des données en France, garanties réglementaires, choix de partenaires de confiance — s'imposent progressivement comme des facteurs déterminants de décision.

En filigrane, la **cybersécurité apparaît comme un révélateur et amplificateur des fragilités numériques**. Les entreprises progressent, mais de manière inégale. Les écarts persistants entre PME et ETI, comme entre dirigeants et DSI, rappellent que la sécurité numérique ne peut plus être traitée comme un simple sujet technique. Elle est désormais indissociable des enjeux de gouvernance, de continuité d'activité et de souveraineté.

Face à ces constats, notre rôle d'accompagnement prend tout son sens. La confiance reste le premier critère de sélection d'un prestataire informatique. Cette exigence nous engage à aider les entreprises à dépasser une sérénité parfois trompeuse, pour construire une transformation numérique réellement maîtrisée, responsable et durable.

Car la sérénité numérique ne naît pas de l'ignorance des risques, mais de leur **juste compréhension et de leur pilotage éclairé**.

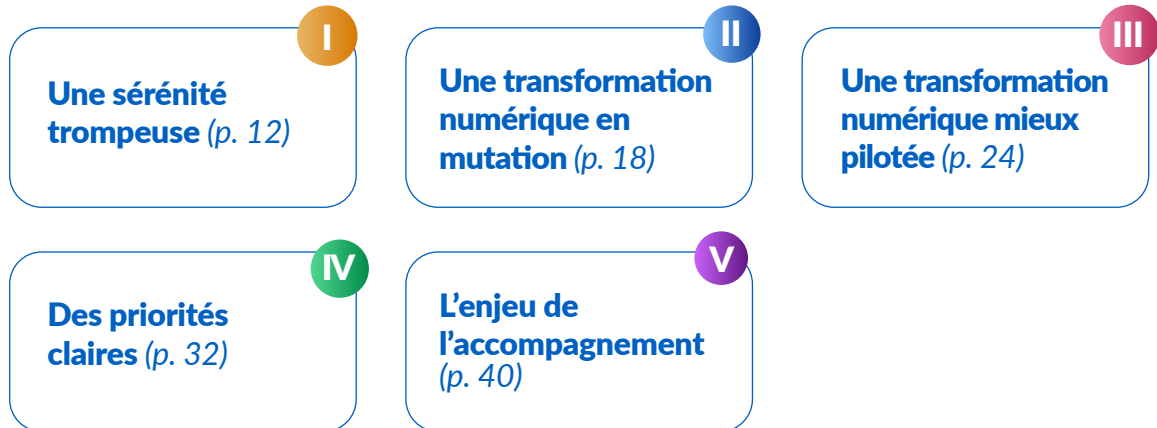


Jonathan Leyva

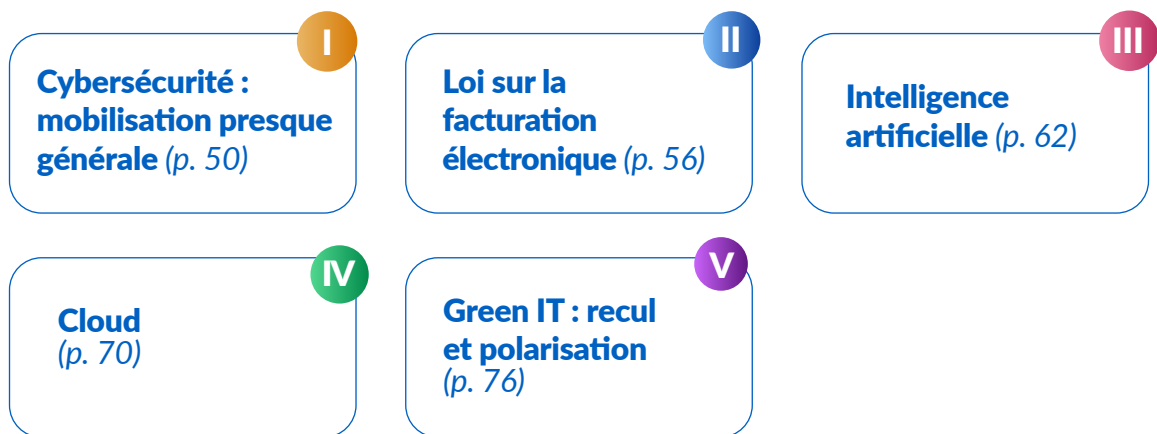
Président-Directeur-Général de Konica Minolta Business Solutions France

SOMMAIRE

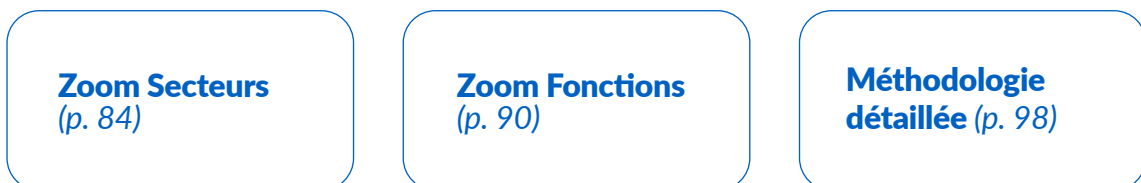
PARTIE 1 : ENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES



PARTIE 2 : ZOOMS OPÉRATIONNELS



PARTIE 3 : ÉCLAIRAGES FONCTIONS & SECTEURS



EXECUTIVE SUMMARY

La quatrième édition du Baromètre Konica Minolta de la sérénité numérique révèle une situation contrastée. Si 85 % des entreprises se déclarent sereines face au numérique, cette confiance coexiste avec des vulnérabilités structurelles significatives, qui laissent penser qu'elle peut, à certains égards, être potentiellement exagérée.

1. UNE SÉRÉNITÉ PARADOXALE

85 % des entreprises se déclarent sereines face au numérique. Pourtant, **70 %** d'entre elles n'ont pas de stratégie numérique formalisée. Cette confiance affichée est susceptible de masquer une méconnaissance de certains enjeux, voire une vulnérabilité structurelle. Cette dimension qui invite à la précaution est particulièrement marquée chez les PME, où quatre entreprises sur dix ne disposent pour l'heure d'aucune feuille de route numérique.

2. IA : UN ENTHOUSIASME PARFOIS SANS FILET

L'intelligence artificielle bénéficie d'une perception très positive, puisque **65 %** des entreprises la considèrent comme une opportunité (**+15 points**). Parallèlement, **82 %** des organisations n'ont pas établi

de règles d'usage spécifiques pour encadrer son usage. Ce décalage entre adoption enthousiaste et absence de gouvernance constitue un risque potentiel qui mérite d'être pris en considération.

3. RÉFORME DE LA FACTURATION ÉLECTRONIQUE : URGENCE À 10 MOIS DE L'ÉCHÉANCE

La loi sur la facturation électronique s'impose comme la priorité numéro un (**56 %** des répondants). Sa notoriété atteint le niveau record de **75 %** (**+23 points** d'une année à l'autre). Malgré cette prise de conscience, le niveau de préparation reste modeste (**2,4 entreprises sur 5**). À dix mois de l'échéance de septembre 2026, le temps presse.

L'irruption de l'IA, l'échéance imminente de la loi sur la facturation électronique et la montée des exigences cyber redessinent le paysage des priorités numériques. Dans le même temps, la sérénité affichée par les entreprises contraste avec des fragilités persistantes.

4. LE FOSSÉ PME-ETI : UNE FRACTURE NUMÉRIQUE ET CYBER

Les écarts structurels entre PME et ETI persistent sur l'ensemble des indicateurs : stratégie formalisée (**26 %** des PME contre **47 %** des ETI), stratégie cybersécurité (**63 %** des PME contre **94 %** des ETI), adoption de l'IA (**41 %** des PME contre **62 %** des ETI). Quatre PME sur dix n'ont ni stratégie ni projet en cours.

5. CLOUD MATURE, SOUVERAINETÉ ÉMERGENTE

L'adoption du Cloud reste stable à **63 %**. Le stress lié à l'externalisation des données s'est effondré (**1,5 sur 5** contre 3,5 en 2022). Toutefois, la dépendance au prestataire devient le premier inconvénient perçu (**51 %, +14 points**). Les critères de souveraineté émergent dans le choix des prestataires.



PANORAMA DES PRIORITÉS

L'édition 2026 du baromètre met en lumière une clarification des priorités. Les entreprises identifient davantage d'axes de travail qu'auparavant (3 en moyenne, contre 2,5 en 2024). La loi sur la facturation électronique et l'intégration de l'IA structurent désormais l'agenda de la transformation numérique.

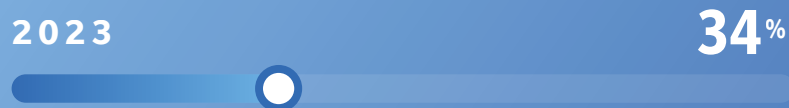
LES PRIORITÉS POUR 2026

La préparation à l'entrée en vigueur de la loi sur la facturation électronique domine l'agenda. Citée par plus d'un répondant sur deux (55 %), elle devance les autres priorités. La sécurisation des accès (38,4 %), la formation des équipes (38 %) et la réduction des coûts (31 %) complètent le tableau.



UNE PERCEPTION DES RISQUES ACCRUE

Six entreprises sur dix estiment qu'un défaut de transformation numérique pourrait nuire à leur performance. Ce chiffre représente une progression de 25 points depuis la première édition du baromètre en 2023.



34 % considèrent qu'un défaut de transformation numérique peut nuire à l'entreprise



La prise de conscience des enjeux s'accélère, même si elle ne se traduit pas toujours en actions concrètes.

PARTIE 1

LES ENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES







UNE SÉRÉNITÉ TROMPEUSE

1

**Une perception
des enjeux
à affiner**

2

**Une
méconnaissance
des risques**

3

Un sujet d'experts



Comment expliquer que 85 % des entreprises se déclarent sereines face au numérique alors que 70 % n'ont pas de stratégie formalisée ?

Ce paradoxe révèle moins une maîtrise réelle qu'une méconnaissance des risques.

La sérénité affichée masque une vulnérabilité structurelle, particulièrement chez les PME où quatre entreprises sur dix n'ont ni stratégie ni projet en cours.

SÉRÉNITÉ DÉCLARÉE

85 %



85 % des entreprises se déclarent sereines face au numérique

SANS STRATÉGIE FORMALISÉE

70 %



70 % ne disposent pas de stratégie numérique formalisée

PME SANS PROJET

40 %



40 % des PME n'ont pas de stratégie numérique

1

UNE PERCEPTION DES ENJEUX À AFFINER

Se déclarer à la fois serein et assumer une absence de stratégie numérique formalisée constitue un paradoxe significatif et interroge sur la nature même de cette confiance.

Elle s'explique sans doute par le fait que **la transformation digitale est avant tout appréhendée sous l'angle du gain de temps**, au détriment des autres aspects du numérique (automatisation, IA, gestion des données, sécurité, etc.).

Six répondants sur dix citent en effet le gain de temps comme principal bénéfice. Le renforcement de la fiabilité et la possibilité de se concentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée arrivent ensuite, mentionnées tout de même par plus de la moitié des entreprises interrogées.

Ces bénéfices perçus, s'ils sont réels, constituent aussi des enjeux de compétitivité qui réclament une attention soutenue. Ils méritent d'être adressés dans le cadre d'une stratégie dûment formalisée et exécutée, plutôt que laissés au hasard des initiatives individuelles.



64%

gain de temps



47%

Amélioration de la fiabilité



51%

Concentration sur les tâches à valeur ajoutée

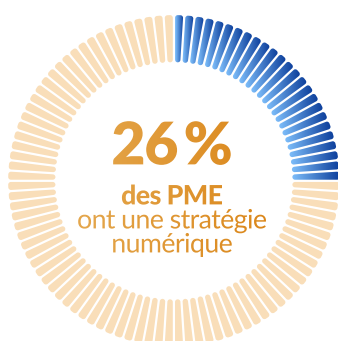
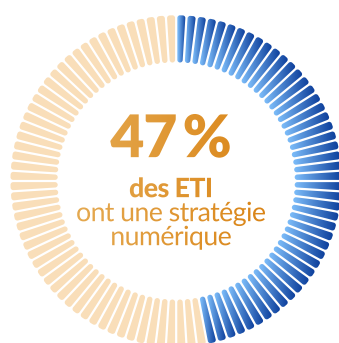


33%

Meilleure prise de décision

2

UNE MÉCONNAISSANCE DES RISQUES



+13 pts

Stratégies
en élaboration

Le décalage persistant entre sérénité déclarée et formalisation stratégique révèle une réalité par certains aspects préoccupante.

En effet, la sérénité peut traduire une méconnaissance des risques plutôt qu'une maîtrise effective des enjeux.

Malgré tout, il est à noter que la progression des stratégies en cours d'élaboration (+13 points) constitue un signal positif. Elle témoigne d'une prise de conscience qui s'accélère. **Toutefois, le temps presse.** L'accélération réglementaire, avec les échéances de dématérialisation, les impératifs de cybersécurité et les obligations de protection des données personnelles, ne laisse plus de place à l'attentisme.

Près de 47 % des ETI disposent d'une stratégie numérique formalisée. Le chiffre tombe en revanche à 25,8 % pour les PME. Cet écart de plus de 20 points illustre la fracture qui persiste entre les deux catégories d'entreprises.

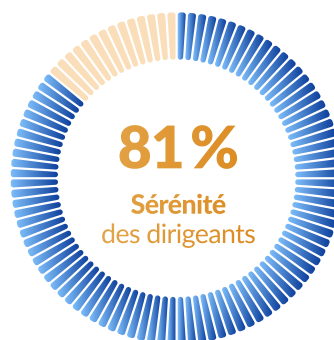
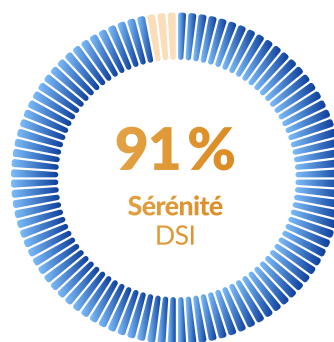


UN SUJET D'EXPERTS

D'un sujet régalien par excellence lors de la première vague en 2023, au lendemain du Covid, la transformation numérique s'est progressivement professionnalisée. Elle est devenue l'affaire d'experts dédiés à son déploiement.

Les dirigeants, même lorsqu'ils sont identifiés comme les personnes en charge de la transformation numérique, semblent progressivement moins engagés que les autres fonctions de l'entreprise, plus proches des enjeux numériques de terrain.

De manière générale, les dirigeants se déclarent également moins sereins que les autres responsables interrogés. Au global, ce transfert de responsabilité vers les DSI interroge sur les conditions de partage de la vision stratégique liée aux enjeux numériques. Près de **six dirigeants sur dix** ne se sentent pas suffisamment aidés sur ces sujets. Ce sentiment d'isolement face à la complexité technologique constitue un point d'attention majeur pour les acteurs de l'accompagnement.



6 sur 10
Dirigeants
ne se sentant
pas aidés







UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE EN MUTATION



L'intelligence artificielle bouleverse-t-elle les équilibres de la transformation numérique ou ne fait-elle qu'accélérer des tendances déjà à l'œuvre ?

L'image de la transformation est désormais indissociable de l'IA. Cette technologie cristallise à la fois les espoirs et les angles morts. Jamais une technologie n'a été perçue aussi positivement tout en étant aussi peu encadrée.

OPPORTUNITÉ IA

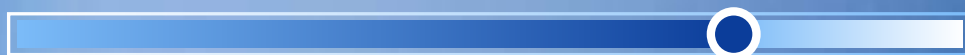
65 %



65 % des entreprises voient l'IA comme une opportunité

RÈGLEMENT IA

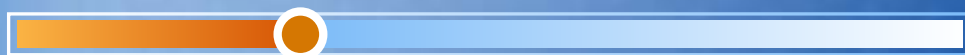
82 %



82 % des entreprises n'ont pas de règlement IA

NIVEAU DE STRESS IA

26 %



26 % c'est le niveau de stress face à l'IA

1

UNE IMPORTANCE ACCORDÉE À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE TOUJOURS PERSISTANTE

L'importance accordée à la transformation numérique reste stable d'une année à l'autre.

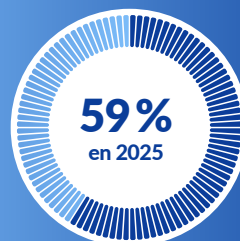
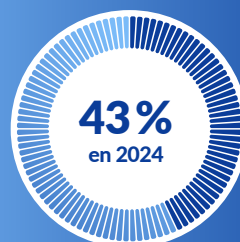
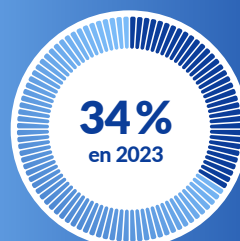
La note moyenne attribuée par les répondants s'établit à **3,9 sur 5**, inchangée par rapport à l'édition précédente.

La perception des enjeux a toutefois très significativement évolué depuis le lancement du baromètre en 2022.

Près de 60 % des entreprises estiment désormais qu'un défaut de transformation numérique pourrait causer du tort à leur entreprise. Cette proportion représente une progression de **25 points** en trois ans.

Les secteurs du Commerce et de la Construction affichent un engagement légèrement en retrait. Cette tendance confirme les observations des vagues précédentes, dans lesquelles le secteur de la Construction apparaissait déjà comme le plus réservé.

PERCEPTION DU RISQUE NUMÉRIQUE



+25 pts
en 3 ans

2

L'ÉMERGENCE INCONTOURNABLE DE L'IA

LA PERCEPTION DE L'IA ÉVOLUE



41%

Des entreprises envisagent l'IA comme un accélérateur de progrès



7%

Des entreprises ne perçoivent pas l'utilité de l'IA

-11 pts

chute de l'inutilité

L'édition 2026 du baromètre souligne fortement l'émergence de l'intelligence artificielle.

Sa perception en tant qu'accélérateur de progrès augmente de 3 points. Dans le même temps, la peur du remplacement de l'humain recule de 4 points, pour s'établir à **15 %**.

De manière générale, l'IA est perçue comme un levier de transformation accessible, mais qui mérite d'être encadré. Cependant, **l'absence significative de gouvernance constitue un point d'attention majeur**. Quatre entreprises sur cinq déclarent ne pas avoir formalisé de règles spécifiques liées à l'usage de l'IA. Chez les PME, cette proportion atteint **90 %**.

Le faible niveau de stress associé à l'IA (**1,3 sur une échelle de 5**) suggère une sous-estimation des risques. Cette confiance, couplée à l'absence d'encadrement, crée les conditions d'établissement d'une zone de risque où l'adoption précéderait la réflexion et la sécurisation.

3

DE NOUVEAUX INTERLOCUTEURS

Entre 2024 et 2025, l'adoption des outils IA dans l'entreprise connaît une progression de 20 points.

Assistant personnel, création de contenus et applications spécifiques métier constituent les trois usages privilégiés de l'intelligence artificielle.

Cette adoption progressive des outils fait évoluer les rôles au sein des organisations. L'expert en solutions métier et le DSI sont les deux interlocuteurs de référence pour implanter l'IA dans les entreprises.

Ils sont respectivement cités par **23 %** et **27 %** des répondants. En revanche, le rôle accordé à l'intégrateur informatique recule de **10 points** cette année, pour atteindre seulement **17 %**.



 Prompt..





UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE MIEUX PILOTÉE



En 2025, les actions mises en place pour monitorer la transformation numérique se sont étoffées.

Malgré cette évolution positive, le fossé entre les PME et ETI continue de se creuser. Alors que **47 %** des ETI ont mis en œuvre un plan de transformation numérique, quatre PME sur dix n'ont toujours pas formalisé leur stratégie et n'y travaillent pas.

ENTREPRISES

80 %



80 % des entreprises suivent désormais leur transformation numérique

INDICATEURS DE PERFORMANCE **+22 points**



+22 points de progression des indicateurs de performance formalisés

DSI

4/5



4 sur 5 DSI avec stratégie en place ou en cours d'élaboration

1

UN MONITORING PLUS ÉTOFFÉ

En 2025, les actions mises en place pour monitorer la transformation numérique sont nettement plus diversifiées.

Plus d'un tiers des répondants (**36 %**) affirment se référer à des indicateurs de performance précis et clairement identifiés. Cette proportion représente une progression de **22 points** par rapport à l'année précédente.

Ces résultats sont tirés vers le haut par le secteur de la Santé, dont les scores de pilotage expriment une réalité plus finement appréhendée.

Le taux de suivi des indicateurs de performance y atteint **46 %**.


46 %

Amélioration de la productivité
(+14 points)


37 %

Indicateurs de performance
(+ 22 points)


32 %

Feedback des collaborateurs
(nouveau 2025)


29 %

Retours clients
(+ 15 points)

2

UNE ATTENTION PLUS MARQUÉE DES DIRIGEANTS SUR L'ALLOCATION DES RESSOURCES



Les quatre principaux freins à la transformation numérique restent inchangés en 2025 :

- résistance des collaborateurs au changement (**47 %**),
- coûts initiaux trop élevés (**45 %**),
- complexité de la mise en œuvre (**38 %**)
- et complexité des normes (**36 %**).

L'analyse par fonction révèle des préoccupations différenciées.

Si les DSI et DAF sont essentiellement impactées par des problèmes humains, **c'est la question du coût qui freine en premier lieu les dirigeants.**

3

DES SECTEURS MOTEURS

Nouveauté de cette édition du Baromètre, la Santé se distingue nettement par son volontarisme.

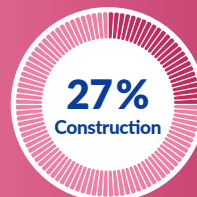
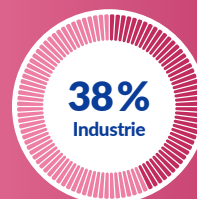
Dans toutes les dimensions mesurées par le Baromètre, le secteur affiche une réelle longueur d'avance.

Avec un taux de **46 %**, il est celui qui accorde le plus d'importance à sa transformation numérique. Le secteur des Services suit de près avec **43 %**.

Viennent ensuite l'Industrie (**38 %**), le Commerce (**29 %**) et la Construction (**27 %**).

Ces écarts sectoriels traduisent des maturités différentes face aux enjeux numériques.

IMPORTANCE ACCORDÉE À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE



4

DES DISPARITÉS MALGRÉ TOUT PERSISTANTES ENTRE PME ET ETI

L'ÉCART PME/ETI EN TERMES DE STRATÉGIE NUMÉRIQUE



Des PME sans stratégie ni projet



Des ETI ont adopté l'IA



Des PME ont adopté l'IA



Des ETI ont une stratégie de cybersécurité



Des PME ont une stratégie de cybersécurité

Comme souligné précédemment, l'évaluation de la mise en place d'une stratégie numérique formalisée révèle des résultats diamétralement opposés entre PME et ETI.

Si **47 %** des ETI ont déjà mis en place leur stratégie et **41 %** y travaillent, seules **25 %** des PME l'ont déjà mise en place et **33 %** y travaillent.

Cette prise de retard persistante représente un risque majeur face à l'accélération des échéances réglementaires.

5

UN RISQUE DE SHADOW IT À PRENDRE EN CONSIDÉRATION

L'adoption de l'IA constitue un moteur essentiel de la transformation numérique

Elle s'accompagne également de risques nouveaux, parfois insuffisamment perçus. **Plus de huit entreprises sur dix n'ont pas élaboré de règles spécifiques liées à l'usage de l'IA.** Seule une PME sur dix a formalisé un cadre d'action, contre quatre ETI sur dix.

L'adoption d'outils IA comme ChatGPT ou Copilot, utilisés comme des assistants personnels (**61 %** des utilisateurs d'IA) se fait souvent hors de tout contrôle. Cette pratique favorise pourtant l'émergence de nouveaux enjeux en termes de sécurité et de conformité. **L'écart de connaissance entre dirigeants et DSI sur les outils effectivement déployés confirme l'existence d'un phénomène de shadow IT potentiellement dangereux pour les organisations.**





IV

DES PRIORITÉS CLAIRES

1

**La transformation
numérique entre
dans l'ère du
pilotage**

2

**Une
hiérarchisation
claire des priorités**

3

**Un désalignement
stratégique entre
dirigeants et DSI**

4

**Des ressources
sous tension : la
transformation
numérique à l'épreuve
des moyens**

5

**Des dirigeants
lucides sur les
risques, sereins sur
les retards**

La poursuite de l'effort en faveur de la transformation numérique pose une question : les entreprises ont-elles enfin identifié leurs priorités, ou dispersent-elles leurs efforts face à la multiplication des enjeux ?

Les répondants déclarent un nombre de priorités plus élevé que jamais. (**3 en moyenne, contre 2,5 en 2024**). La dématérialisation s'impose comme la priorité numéro un.

DÉMATÉRIALISATION

56 %



56 % considèrent la dématérialisation comme priorité n°1

**STRATÉGIE CYBERSÉCURITÉ
FORMALISÉE**

18 points



18 points écart de perception DSI/dirigeants sur la stratégie formalisée

MANQUE DE MOYENS PERÇU

+8 points



+8 points progression du manque de moyens perçu

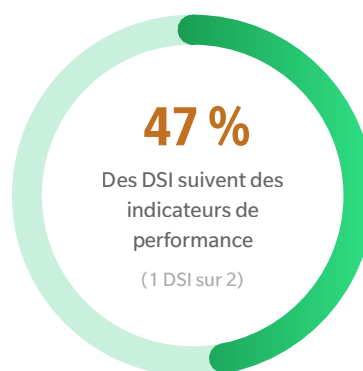
1

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ENTRE DANS L'ÈRE DU PILOTAGE

Le monitoring de la transformation numérique progresse fortement entre 2024 et 2025.

Les actions de monitoring sont bien plus variées et approfondies. L'amélioration de la productivité reste l'objectif le plus cité (par **46 %** des répondants).

Les DSI se montrent particulièrement moteurs sur le sujet et déclarent une grande diversité d'indicateurs suivis : indicateurs de performance globale pour **un DSI sur deux**, amélioration de la productivité pour plus d'un DSI sur deux également, et feedback des collaborateurs pour plus de **quatre DSI sur dix**.



2

UNE HIÉRARCHISATION CLAIRES DES PRIORITÉS

LOI SUR LA FACTURE ÉLECTRONIQUE



75 %
de notoriété
(+ 23 points)

38 %
ont connaissance de la date
(+ 9 points)

2,4/5
de niveau de préparation
(stable)



Échéance : septembre 2026

Les priorités sont dominées cette année par la préparation de l'arrivée de la loi de la facturation électronique.

Citée par un peu plus d'un répondant sur deux (**56 %**), elle devance toutes les autres thématiques.

Le niveau de préparation reste modeste (**2,4 sur 5**) malgré une notoriété élevée (**75 %**). Cet écart révèle un besoin d'accompagnement opérationnel urgent à 6 mois de l'échéance de septembre 2026.

Viennent ensuite au rang des priorités :

- la sécurisation des accès (**38 %**),
- la formation des équipes (**38 %**)
- et la réduction des coûts (**31 %**).

L'intégration de l'IA dans les outils de travail et processus fait son entrée et complète le tableau avec **38 %** des répondants qui en font une priorité.

3

UN DÉSALIGNEMENT STRATÉGIQUE ENTRE DIRIGEANTS ET DSI

Malgré tout, une grande disparité persiste là encore entre DSI et dirigeants dans la perception d'une stratégie formelle liée à la transformation numérique.

Plus de quatre DSI sur dix (**41 %**) affirment ainsi qu'une stratégie numérique formelle est mise en place. A contrario, seuls **23 %** des dirigeants répondent par l'affirmative.

Cette disparité souligne la nécessité de continuer à renforcer la coordination entre les différentes fonctions de l'entreprise.

Ce point apparaît comme un impératif pour favoriser l'émergence d'une vision stratégique et d'un plan d'action partagés et pilotés au plus haut niveau de l'entreprise.



4

DES RESSOURCES SOUSTENSION : LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE À L'ÉPREUVE DES MOYENS



Comme cela a été souligné dans le chapitre précédent, la question des moyens disponibles pour mener à bien la transformation numérique semble progressivement se tendre.

Concrètement, en 2025, **36 %** des entreprises déclarent manquer des moyens suffisants pour déployer autant qu'elles le voudraient une stratégie numérique ambitieuse, soit une progression de **8 points** par rapport à 2024.

Cette progression d'une année à l'autre apparaît suffisamment significative pour être soulignée.

5

DES DIRIGEANTS LUCIDES SUR LES RISQUES, SEREINS SUR LES RETARDS

Lorsqu'il s'agit d'évaluer sa compétence propre et le retard éventuel de l'entreprise en termes de transformation numérique, les dirigeants sont ceux qui admettent le plus volontiers leur difficulté à bien évaluer la situation.

Parallèlement, et c'est là que se situe le paradoxe, ils affirment ne pas être en retard.

Ce constat ne traduit pas nécessairement un effet Dunning-Kruger. Il révèle plutôt **une forme de fatalité insouciante face à un changement perçu comme inéluctable.**

Paradoxalement, **59 %** des répondants estiment que le défaut de transformation numérique pourrait nuire à la performance de leur entreprise (**+25 points** par rapport à 2023), ce qui n'affecte pas leur sérénité.

LA PERCEPTION DES MOYENS MANQUANTS

45 %



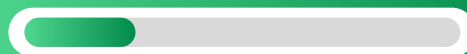
Manque de moyens budgétaires
(+6 points)

31 %



Manque de compétences et
d'implication du personnel
(+1 point)

27 %



Manque de temps
(+3 points)

19 %

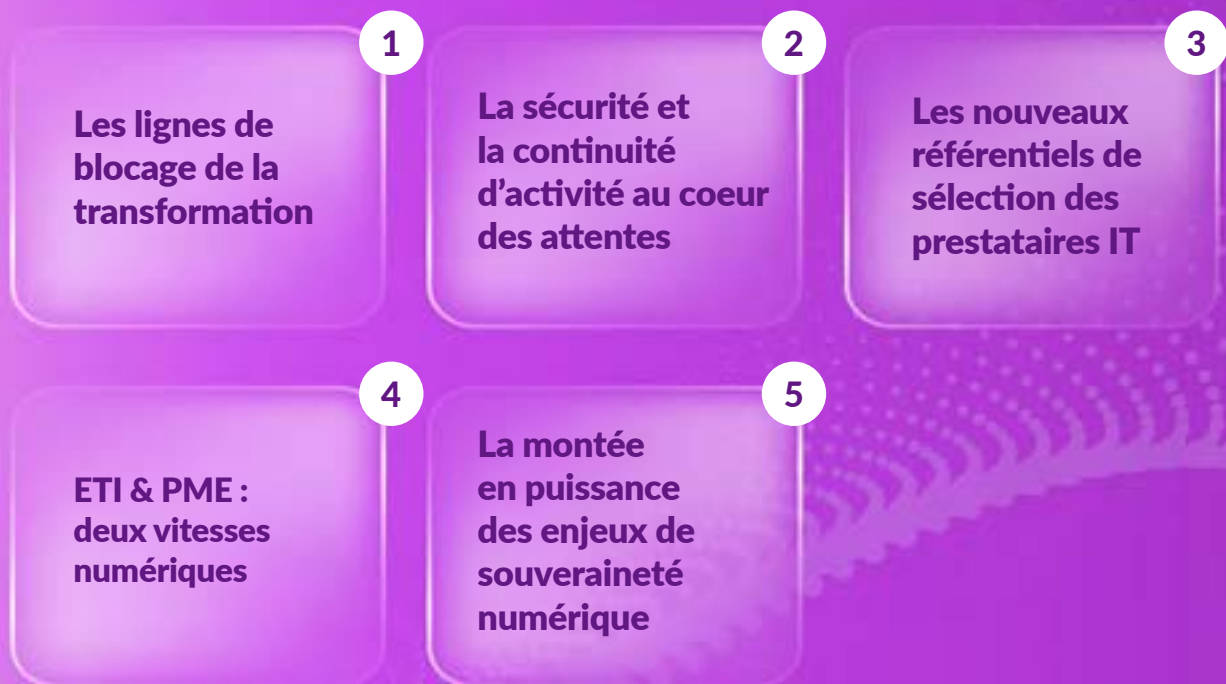


Manque d'encadrement
(+5 points)





L'ACCOMPAGNEMENT, NOUVELLE LIGNE DE FRACTURE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE



Les constats précédents soulèvent une question incontournable : les entreprises sont-elles suffisamment accompagnées pour transformer leurs bonnes intentions en actions concrètes ?

La résistance au changement des collaborateurs reste en effet le premier obstacle. Un accompagnement adéquat permettrait sans doute de surmonter cette barrière.

Sur ce point également, les écarts structurels persistent entre PME et ETI. Dernier point qui mérite d'être souligné ici : le risque de dépendance aux prestataires Cloud, qui devient un frein majeur.

ENTREPRISES

79 %



79 % des entreprises accompagnées par au moins un prestataire

ETI

75 %



75 % des ETI se sentent aidées dans leur transformation numérique

PME

50 %



50 % des PME se sentent aidées dans leur transformation numérique

1

LES LIGNES DE BLOCAGE DE LA TRANSFORMATION

La résistance des collaborateurs au changement des habitudes apparaît comme le frein le plus souvent cité :

Pour quasiment un répondant sur deux (**47%**), la résistance des employés au changement représente le frein principal à la Transformation Numérique. Les coûts initiaux trop élevés se situent presque au même niveau (**45 %**).

Un deuxième niveau de freins émerge, lié quant à lui à une appréhension face à la complexité perçue : complexité de la mise en place, complexité des normes à respecter, mais aussi manque de compétences techniques. Chacun de ces items est cité par plus d'un répondant sur trois.

Enfin, un troisième niveau regroupe le caractère chronophage, la peur du changement et l'incertitude du retour sur investissement, mentionnés par un peu plus d'un répondant sur quatre.

LES PRINCIPAUX FREINS



2

LA SÉCURITÉ ET LA CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ AU COEUR DES ATTENTES

LES PROCÉDURES DE SÉCURITÉ LES PLUS STRESSANTES



Plan de reprise d'activité en cas d'attaque

37%
des dirigeants

48%
des DSI

Sécurisation des accès distants

33%
des dirigeants

37%
des DSI

Formation des collaborateurs aux nouveaux outils

35%
des dirigeants

29%
des DSI

Un point important mérite d'être signalé : la qualité perçue de l'accompagnement a progressé d'une année à l'autre, sans doute l'effet d'un recours aux prestataires externes en forte augmentation.

Corollaire naturel de cette tendance, le sentiment d'être bien accompagné progresse également, même si des disparités entre PME et ETI persistent, en conséquence sans doute des moyens consacrés à la transformation numérique.

Plus que jamais, dans un environnement marqué par la montée en puissance des attaques, la cybersécurité reste au centre des attentes. Dans ce contexte, les plans de reprise d'activité en cas d'attaque informatique constituent la procédure la plus stressante pour les responsables, toutes fonctions et tous secteurs confondus. Les entreprises sont donc en forte attente de soutien dans ce domaine.

3

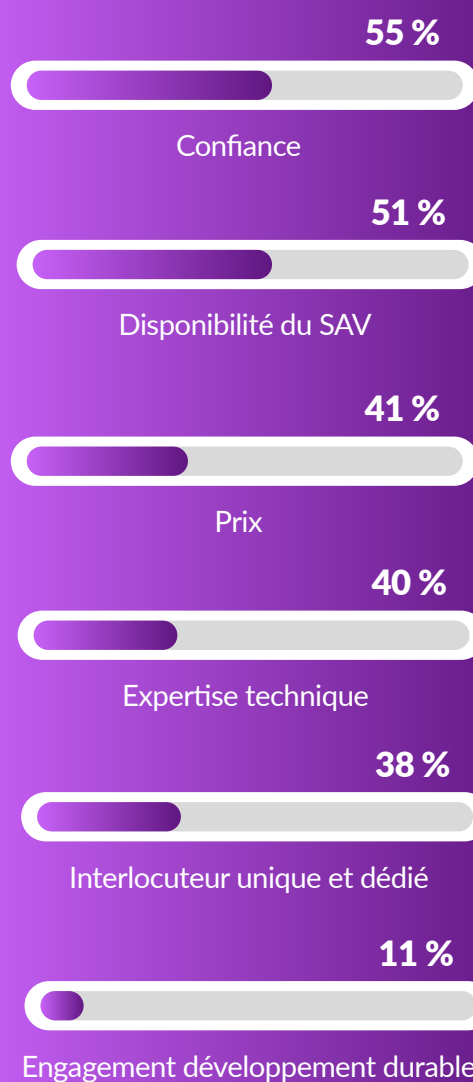
LES NOUVEAUX RÉFÉRENTIELS DE SÉLECTION DES PRESTATAIRES IT

Confiance, expertise technique, personnalisation de l'accompagnement, prix et disponibilité du SAV constituent les critères principaux dans la sélection d'un prestataire, quel que soit le secteur et la fonction.

De leur côté, les engagements RSE semblent confirmer leur statut de condition nécessaire, mais non suffisante.

L'intégrateur informatique s'impose progressivement comme l'interlocuteur de choix. L'expert de solutions métier progresse également fortement en 2025, porté par l'adoption de l'IA.

CRITÈRES DE SÉLECTION D'UN PRESTATAIRE IT



4

ETI & PME : DEUX VITESSES NUMÉRIQUES



Les écarts structurels entre PME et ETI sont documentés sur tous les indicateurs :

- stratégie formalisée (26 % des PME contre 47 % des ETI),
- stratégie cybersécurité (63 % des PME contre 94 % des ETI),
- adoption de l'IA (41 % des PME contre 62 % des ETI).

L'enjeu de l'accompagnement à la transformation numérique se situe donc là également : **aider les PME à se hisser au meilleur niveau pour répondre aux défis numériques d'aujourd'hui et de demain.**

5

LES NOUVEAUX RÉFÉRENTIELS DE SÉLECTION DES PRESTATAIRES IT

Au moment de choisir un accompagnement, le risque de dépendance à un prestataire Cloud devient le premier frein :

(**+14 points, 51 %**). Dans un contexte général marqué par les risques géopolitiques et une approche réglementaire différente des deux côtés de l'Atlantique, les critères de souveraineté émergent dans le choix des prestataires : stockage en France (**38 %**) et souveraineté numérique (**31 %**).

LES PRINCIPAUX CRITÈRES DE CHOIX D'UN PRESTATAIRE CLOUD


38 %

Stockage en France


31 %

Fournisseur français



PARTIE 2

ZOOMS OPÉRATIONNELS







ZOOM 1 : **CYBERSÉCURITÉ :** **MOBILISATION PRESQUE** **GÉNÉRALE**



Alors qu'elle semblait cantonnée les années précédentes à une préoccupation technique d'experts métier, la cybersécurité s'impose de plus en plus comme une préoccupation partagée, à tous les niveaux de l'entreprise.

Sous l'effet d'une réglementation plus exigeante (NIS2¹), les progrès sont significatifs, même si la persistance de certains écarts invite à la prudence. Près de **70 %** des entreprises disposent d'une stratégie cybersécurité (**+10 points**), mais l'écart entre PME (**63 %**) et ETI (**94 %**) reste préoccupant.

DES ENTREPRISES ONT UNE STRATÉGIE CYBER EN PLACE **70 %**



PROGRESSION ANNUELLE **▲ + 10 pts**



ÉCART PME/ETI **31 pts**



¹Directive NIS2 : nouvelle réglementation européenne en matière de cybersécurité

1

PROGRESSION PAR RAPPORT À 2024

Près de sept répondants sur dix (**69 %**) déclarent avoir mis en place une stratégie dédiée à la cybersécurité.

Cette proportion représente une progression de **10 points** par rapport à 2024.

Un écart persiste entre DSI (**79 %**) et dirigeants (**60 %**). Ce décalage reflète peut-être davantage un défaut d'information qu'une réalité fondamentale des entreprises. La même disparité existe entre PME et ETI. Si la quasi-totalité des ETI (**94 %**) ont mis en place une politique de cybersécurité, les PME ne sont encore que **63 %** à l'avoir fait.

La situation est encourageante et témoigne d'un progrès par rapport à 2024, où seules **50 %** des PME affirmaient avoir mis en place des actions de protection. Elle reste néanmoins préoccupante et invite à la poursuite de la vigilance.

2

LA PRIORITÉ ACCORDÉE AUX DONNÉES

En termes de priorité, la protection des données fait consensus.

La lutte contre le piratage des données constitue la principale action des répondants (**59 %**).

La prévention contre les virus (**47 %**) et les risques d'arrêt de l'activité de l'entreprise (**43 %**) occupent le second rang des préoccupations, à des niveaux comparables à ceux de l'an passé.

3

UNE DIFFÉRENCE DE PERCEPTION SELON LES FONCTIONS

L'analyse par fonctions fait ressortir les différences les plus marquantes.

Les DSI sont très mobilisées sur l'ensemble des risques, tandis que les dirigeants témoignent d'une plus grande distance par rapport à ce sujet.

Sans doute parce que la cybersécurité leur apparaît comme un sujet éminemment technique, relevant avant tout d'experts, elle passe encore trop souvent au second plan, une fois satisfaite la priorité absolue accordée à la protection des données.

4

LA PRIORITÉ ACCORDÉE AUX DONNÉES

Si les canaux informels de sensibilisation progressent, le prestataire IT demeure la principale source d'information sur les risques pesant sur les systèmes d'information.

58 % d'entre elles indiquent en effet que leur prestataire IT reste leur source d'information privilégiée.

LES FONDAMENTAUX DE LA STRATÉGIE CYBERSÉCURITÉ DES ENTREPRISES

68,8%

des entreprises ont mis en place une stratégie

▲ +10 pts vs 2024

ETI

94%

ont mis en place une stratégie

PME

62,5%

ont mis en place une stratégie

MOBILISATION PAR FONCTION

Fonctions techniques

79,3%

Dirigeants

60,9%



40,8%

des entreprises ne connaissent pas la réglementation liée au risque cyber





ZOOM 2 : **LOI SUR LA** **FACTURATION NUMÉRIQUE**



À l'approche de l'échéance réglementaire, les entreprises ont-elles réellement pris la mesure de l'urgence de la dématérialisation, ou s'exposent-elles à une transformation subie ?

Si la notoriété de la réforme atteint un niveau record (**75 %**, **+23 points**) et que la dématérialisation s'impose désormais comme la priorité IT n°1 (**56 %**), le niveau de préparation, lui, demeure modeste (**2,4 sur 5**). Ce décalage entre prise de conscience et capacité de mise en œuvre met en lumière un besoin d'accompagnement opérationnel devenu critique.

TAUX DE NOTORIÉTÉ DE LA LOI

75 %



DES ENTREPRISES EN FONT
LEUR PRIORITÉ N1

56 %



NIVEAU DE PRÉPARATION

2,4/5



1

LA LOI GAGNE EN VISIBILITÉ ET RESTE ENCORE MAL MAÎTRISÉE

La notoriété de la loi connaît une progression spectaculaire depuis 2024.

Désormais, trois répondants sur quatre déclarent en avoir entendu parler (+23 points).

La connaissance déclarée de la date d'entrée en vigueur progresse elle aussi (38 %, +9 points). Pour autant, 61,8 % des répondants continuent de ne pas la connaître précisément. Ce décalage met en évidence une réforme largement identifiée, mais encore imparfaitement maîtrisée.

Sans surprise, les DAF apparaissent comme les plus familières de la loi, tandis que les ETI se distinguent par un niveau d'information significativement plus élevé.

2

UN MANQUE DE PRÉPARATION PERSISTANT

En dépit de cette image plus positive, le niveau global de préparation demeure quasi stable, passant de 2,3 à 2,4 sur 5 entre 2024 et 2025.

Le niveau d'anticipation progresse malgré tout de 7 points.

Plus de 84 % des ETI ont déjà initié ce travail, contre 71 % des PME, confirmant une préparation à deux vitesses.

À ce stade, l'essentiel du travail de préparation reste mené l'instant en interne. Sur ce sujet, le top 3 des acteurs de confiance est constitué de l'expert de solutions métier, du DSI et de l'intégrateur informatique.

3

UNE PERCEPTION PLUS POSITIVE, MALGRÉ UNE APPROCHE CONTRASTÉE

La perception de la loi évolue globalement de manière favorable tout en restant marquée par une lecture ambivalente.

La proportion de répondants qui la perçoivent comme une opportunité reste stable (25 %).

- Tandis que ceux qui la considèrent uniquement comme une contrainte diminuent (17 %, -4 points).
- Dans le même temps la proportion de répondants qui l'appréhendent à la fois comme une contrainte et une opportunité progresse fortement (30,9 %, +8 points) traduisant une maturation des perceptions et une approche plus nuancée de la réforme.

4

DES GAINS OPÉRATIONNELS DÉJÀ PERCEPTIBLES

Du côté des bénéfices perçus, les répondants identifient en priorité les éléments suivants :

- l'automatisation des tâches chronophages (49 %),
- l'accélération de la numérisation de l'entreprise (42 %),
- le gain de temps pour déclarer la TVA,
- l'économie des frais d'archivage (35 % et 32 % respectivement).

À noter enfin que les dirigeants de PME ont significativement tendance à considérer la loi sur la facturation électronique comme une contrainte, de manière plus prononcée que pour les ETI, confirmant une **lecture différenciée selon la taille des organisations**.

LOI DE DÉMATÉRIALISATION - LES DONNÉES CLÉS

75%

TAUX DE NOTORIÉTÉ

▲ +23 pts

38%

CONNAISSANCE DÉCLARÉE
DE LA DATE D'ÉCHÉANCE

▲ +9 pts

PERCEPTION DE LA LOI

Taux de perception d'opportunité seule

25 % (stable)

Taux de perception de contrainte seule

▼ -4 pts

17 %

Taux de perception de contrainte ET d'opportunité

▲ +8 pts

31 %

74%

PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT
COMMENCÉ À SE PRÉPARER

67,8 % en 2024

PME

71%

ETI

84%







ZOOM 3 : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



L'IA relève-t-elle d'une transformation technologique de fond ou d'une accélération adoptée sans véritable maîtrise ni filet de sécurité ?

Tandis que **41 %** des entreprises la perçoivent désormais comme un accélérateur de progrès, la perception d'inutilité s'effondre (**6 %** contre **17 %** l'an passé). Mais derrière ce climat favorable, la réalité des usages invite à la nuance : l'IA demeure encore peu déployée dans les faits, avec seulement **26 %** des entreprises déclarant un usage effectif de la technologie. Cette dynamique positive s'accompagne en outre d'un déficit d'encadrement préoccupant : **82 %** des entreprises ne disposent d'aucune règle d'usage spécifique. Cette absence de gouvernance, combinée à un faible niveau de stress déclaré (**1,3 sur 5**), suggère une sous-estimation systémique des risques réels.

**DES ENTREPRISES ENVISAGENT L'IA
COMME UN ACCÉLÉRATEUR DE PROGRÈS** **41 %**



**DES ENTREPRISES N'ONT PAS ADOPTÉ
DE RÈGLES D'USAGE** **82 %**



NIVEAU DE STRESS FACE À L'IA **1,3/5**



Seulement 26% l'utilisent

1

L'IMAGE : UN A PRIORI POSITIF

L'imaginaire associé à l'IA évolue clairement dans un sens favorable.

Toutes tailles confondues, une large majorité d'entreprises (**64 %**, **+ 15 points** par rapport à 2024) considèrent l'IA comme une opportunité, traduisant un basculement net du regard porté sur cette technologie.

Parallèlement, **une tendance constitue sans nul doute l'une des surprises du baromètre** : la vision déshumanisante et le remplacement de l'humain par la machine recule ainsi de **4 points**, de **19 %** en 2024 à **15 %** en 2025.

Dans le même mouvement, les perceptions négatives s'effondrent. **L'idée d'une IA « inutile » chute fortement** (**7 %** en 2025 contre **17 %** en 2024, soit **-11 points**). La vision de l'IA comme contrainte reste marginale (**10 %**), tandis que sa reconnaissance comme nécessité progresse (**23 %** contre **19 %**), signe de son intégration progressive dans les fondamentaux des trajectoires numériques des entreprises.

2

LA RÉALITÉ OPÉRATIONNELLE

Malgré ce climat général favorable, l'analyse des usages réels invite à la nuance.

Dans les faits, l'utilisation de l'IA demeure encore limitée : seules 26 % des entreprises déclarent un usage effectif de la technologie.

Les écarts sont particulièrement marqués selon la taille des organisations : **82 % des PME** déclarent ne pas avoir mis en place de solutions ou d'outils d'IA, contre **38 % des ETI**.

Seules 46 % des entreprises disposent d'outils IA, une progression notable de **+ 20 points**.

Dans la réalité des pratiques, l'usage de l'IA reste majoritairement cantonné aux LLM et à l'IA générative, communs à toutes les tailles d'entreprises et à l'ensemble des secteurs.

DES USAGES QUI PROGRESSED JUSQU'ÀUX FONCTIONS STRUCTURANTES

D'une année à l'autre, l'adoption des outils IA poursuit sa progression dans les pratiques professionnelles.

Les principaux usages sont centrés sur la productivité : assistant personnel (**61 %**), création de contenus (**51 %**), applications métier spécifiques (**40 %**) et aide à la décision (**30 %**).

Un signal structurant émerge, l'IA, comme outil de performance opérationnelle, commence à investir les fonctions clés de l'entreprise :

gestion des processus comptables et financiers (**25 %**) et gestion des ressources humaines (**25 %**). Cette progression témoigne d'une maturation des usages, qui dépassent désormais le simple recours à des assistants conversationnels pour irriguer des fonctions opérationnelles essentielles.

Cette adoption progressive des outils fait évoluer les rôles au sein de l'entreprise. L'expert de solutions métier et le DSI sont les deux interlocuteurs privilégiés pour implanter l'IA, cités respectivement par **23 %** et **27 %** des répondants. En revanche, le rôle accordé à l'intégrateur informatique **recule de 10 points** cette année, pour atteindre seulement **17 %**.

4

DES VULNÉRABILITÉS ÉMERGENTES

En tête des préoccupations figure la peur de l'inconnu pour **42 %** des répondants.

Le niveau de compétences progresse de manière modérée, passant de **1,9** à **2,1 sur 5**, traduisant une dynamique d'appropriation légèrement progressive mais encore très limitée.

En 2025, les sentiments d'information et de préparation face aux évolutions de l'IA progresse légèrement, mais **reste globalement fragile : 52 %** ne se sentent pas suffisamment informés et/ou préparés (**36 %** « non, plutôt pas » + **15 %** « non, pas du tout »).

De plus **27 % des entreprises expriment une volonté d'accompagnement et de formation** pour mieux appréhender les outils IA. Ce besoin, loin d'être résolu, constitue un levier d'action concret pour les acteurs de l'écosystème numérique.

5

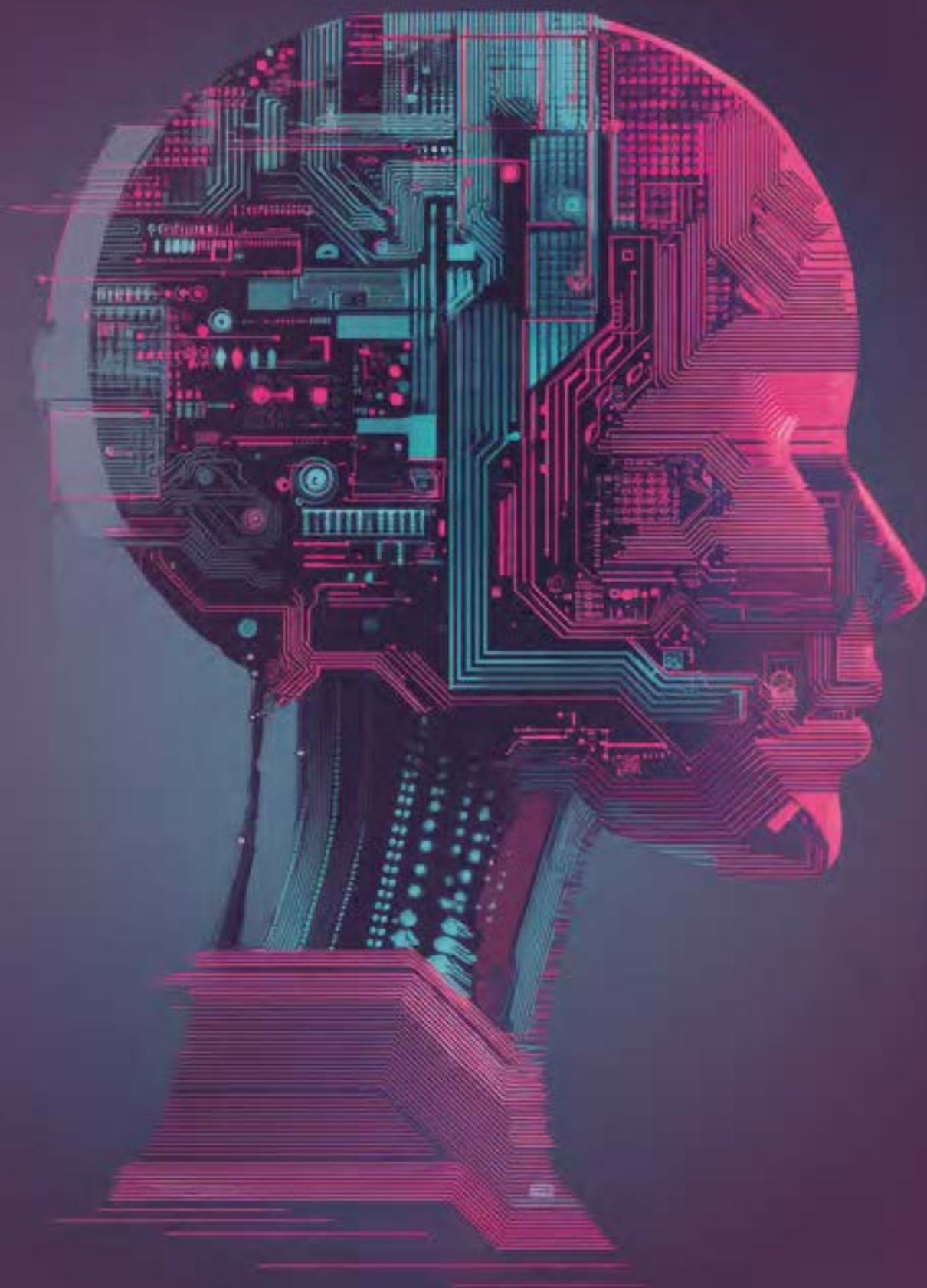
LA FAILLE DE GOUVERNANCE : MOTIF CENTRAL D'INQUIÉTUDE

Une donnée critique émerge : **82 % des entreprises ne disposent d'aucun règlement spécifique encadrant l'usage de l'IA (90 % des PME, 61 % des ETI).**

Cette absence de cadre formel crée un terrain particulièrement favorable au développement du **shadow IT IA** : usages individuels non déclarés, outils externes non validés, plateformes génératives utilisées hors des environnements sécurisés de l'entreprise, traitements de données sans contrôle ni traçabilité.

Plus préoccupant encore, ce vide de **gouvernance** ne s'accompagne pas d'un sentiment d'alerte. **Le niveau de stress déclaré demeure très faible**, progressant à peine de **1,1 à 1,3 sur 5** entre 2024 et 2025. Près de **45 %** des répondants se situent au **niveau 0** de stress, et plus de **60 %** restent dans une zone de stress faible (0-1).

Ce décalage révèle un **paradoxe structurant** : plus l'IA s'installe dans les pratiques, moins elle est perçue comme un risque, alors même que les vulnérabilités organisationnelles, juridiques, cyber et stratégiques s'accumulent.



IA - LES DONNÉES CLÉS

26%

DES ENTREPRISES UTILISENT L'IA

46%

ENTREPRISES DISPOSENT D'OUTILS IA

Taux d'adoption globale : 26 %

▲ +20 pts

ETI

62%

PME

41%

USAGES

Assistant personnel

61%

Création de contenus

51%

Applications métier

40%

IA PERÇUE COMME
ACCÉLÉRATEUR DE PROGRÈS

41%

des entreprises

NIVEAU DE STRESS LIÉ À L'IA

1,3/5

PEUR DE LA DÉSHUMANISATION
/ REMPLACEMENT

15%

▼ -4 pts

82% SANS RÈGLEMENT IA
dont PME 90 % | ETI 61 %



AI





ZOOM 4 : CLOUD



Le Cloud est-il devenu le symbole d'une sérénité numérique retrouvée, ou cache-t-il de nouvelles dépendances ?

Alors que le taux d'adoption reste stable à **63 %**, le niveau de stress lié à l'externalisation des données s'effondre : de **3,5 sur 5** en 2022 à **1,5** en 2025. En revanche, et c'est un élément nouveau cette année, la dépendance au prestataire devient le premier inconvénient perçu (**51 %**, **+14 points**). Cette montée en flèche traduit une prise de conscience des risques de lock-in.

ADOPTION DU CLOUD

63 %



STRESS FACE À L'EXTERNALISATION
DES DONNÉES

1,5/5



CRAINTE DE DÉPENDANCE
AU PRESTATAIRE

51 %



1

DES USAGES PARVENUS À MATURITÉ

L'adoption du Cloud demeure à un niveau élevé (63 %), inchangé entre 2024 et 2025.

Ce niveau d'adoption s'accompagne d'un niveau de stress faible et maîtrisé lié à la migration des outils de travail dans le Cloud : 1,5 sur 5 contre 1,4 en 2024. Ces chiffres traduisent une situation générale nettement positive, avec une appropriation désormais installée.

Les principaux avantages perçus sont :

- la facilité des sauvegardes (54 %),
- la facilité d'accès et d'utilisation (50 %),
- le travail collaboratif (50 %)
- l'agilité et la mobilité (48 %).

Plusieurs avantages liés au Cloud sont également en nette progression :

- externalisation de la maintenance (+11 points),
- simplicité d'intégration (+8 points),
- installation et déploiement rapides (+8 points),
- agilité et mobilité des collaborateurs (+6 points).

2

LA DÉPENDANCE AU CLOUD EN TÊTE DES INCONVÉNIENTS PERÇUS

Pour autant, la perception des inconvénients liés au Cloud connaît une évolution marquée.

La dépendance à un prestataire Cloud passe en tête des inconvénients perçus : 51 % en 2025 (+14 points). Cette crainte est significativement plus présente chez les ETI (deux sur trois) que chez les PME (une sur deux).

Derrière cette dépendance, les deux autres inconvénients structurent les perceptions : la sécurité des données (50 %) et les risques qui pèsent sur la confidentialité des données (49 %).

Au-delà de ces points centraux, d'autres sources de préoccupations progressent également, traduisant une recomposition plus large des inquiétudes numériques et une lecture de plus en plus stratégique des dépendances technologiques :

- accès à Internet et bande passante (+12 points),
- sauvegarde des données (+7 points),
- craintes liées à la propriété intellectuelle (+9 points),
- délais d'intervention non maîtrisés (+11 points).

LE CLOUD SOUS CONTRAINTE SOUVERAINE

Les principaux critères de sélection d'un prestataire Cloud témoignent d'une évolution profonde des attentes.

La localisation des données en France s'impose comme un marqueur central (38 %) et illustre un changement de référentiel dans la perception du Cloud et de ses enjeux, nourrie par le contexte géopolitique, les divergences réglementaires internationales et une sensibilisation accrue aux risques cyber.

À ces critères s'ajoutent :

- les garanties RGPD (38 %),
- les conditions tarifaires (35 %),
- la souveraineté numérique (31 %),
- et de la transparence (30 %).

L'entrée dans ce classement du choix d'un fournisseur français dénote une évolution très nette de la perception du Cloud et de ses enjeux, sans doute liée à la géopolitique et à une plus grande sensibilisation à la menace cyber.

LE CLOUD - LES DONNÉES CLÉS

63%

TAUX D'ADOPTION DU CLOUD

stable



PRINCIPAUX AVANTAGES PERÇUS

Sauvegardes 54 %

Accès / utilisation 50 %

Travail collaboratif 50 %

PRINCIPAUX INCONVÉNIENTS PERÇUS

Dépendance au prestataire 51 %

▲ +14 pts

Sécurité 50 %

Confidentialité 49 %

PRINCIPAUX CRITÈRES DE CHOIX D'UN PRESTATAIRE CLOUD

Stockage en France 38 %

RGPD 38 %

Souveraineté 31 %

La sécurité est perçue comme un risque structurel du Cloud : non liée à l'usage lui-même, mais à la maîtrise des données, des infrastructures et des dépendances technologiques.







ZOOM 5 : GREEN IT

RECU ET POLARISATION

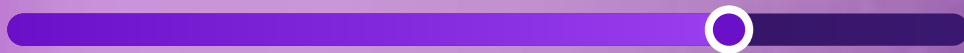


Le Green IT est-il en train de devenir un sujet clivant, abandonné par certains et revendiqué par d'autres comme avantage concurrentiel ?

La question mérite d'être posée puisque la prise en compte de la sobriété numérique dans les politiques d'achat chute de 8 points (30 % des répondants). Certes, deux répondants sur cinq intègrent bien la transformation numérique dans leur politique RSE, mais trois sur dix reconnaissent ne pas avoir formalisé de politique RSE. De la même manière, si un tiers des répondants envisage bien le Green IT comme un avantage concurrentiel, 40 % des dirigeants refusent catégoriquement d'y allouer des ressources budgétaires supplémentaires.

IGNORANCE DE L'IMPACT CARBONE DE LEUR ENTREPRISES

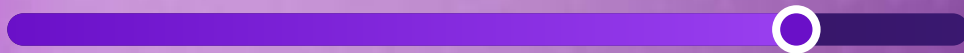
75 %



75 % des répondants ignorent l'impact carbone de leur entreprises

PAS DE PLAN D'ACTION DÉDIÉ

82 %



82 % des entreprises n'ont pas de plan d'action dédié

SOBRIÉTÉ COMME UN CRITÈRE D'ACHAT IT

30 %



30 % des répondants considèrent la sobriété comme un critère d'achat IT.

1

UNE PERTE DE VITESSE INQUIÉTANTE

De manière générale, la diffusion des normes de Green IT ne constitue pas une source de stress pour près de trois quarts des répondants.

Dans ce domaine, le secteur de la Construction est celui qui se distingue le plus, avec un score de sérénité déclarée à **68 %**.

Les solutions privilégiées en faveur du Green IT consistent essentiellement en des mesures d'économies :

- utiliser le matériel le plus longtemps possible (cité par **trois répondants sur quatre**),
- sensibiliser et former aux bonnes pratiques (**55 %**),
- donner une seconde vie aux équipements (**55 %**),
- éviter de se suréquiper (**un répondant sur deux**).

Seul un quart des répondants connaît l'impact carbone de son entreprise.

La même proportion connaît les exigences réglementaires de la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive).

Parmi les trois quarts de répondants qui ignorent l'impact carbone de leur entreprise, **seul un quart** envisage de se faire accompagner pour le mesurer.

2

UNE MOINDRE IMPORTANCE ACCORDÉE AUX NORMES ET OBLIGATIONS

L'intégration de critères de sobriété numérique dans les politiques d'achat est évoquée par seulement trois répondants sur dix, en recul de 8 points entre 2024 et 2025.

Dans le même ordre d'idée, deux répondants sur cinq seulement déclarent que la transformation numérique fait partie des piliers de leur RSE.

Parallèlement, trois répondants sur dix déclarent ne pas avoir de politique RSE du tout. **Cette absence de politique RSE recule de manière significative, en particulier chez les PME, dans le secteur de la construction (quatre entreprises sur dix) et parmi les dirigeants.**

De manière logique au regard de ces résultats, la prime au Green IT peine à s'imposer. Elle confirme même son statut de critère polarisant : une condition nécessaire pour une entreprise sur trois, mais insuffisante pour emporter l'adhésion en termes de critères de sélection.

3

DES APPROCHES HÉTÉROGÈNES ET CLIVANTES

Dans les faits, deux tiers des PME et six ETI sur dix ne seraient pas prêtes à payer plus cher pour être plus green.

Une proportion similaire à celle constatée en 2024.

Malgré tout, et c'est un point qui mérite d'être souligné, si l'on considère les chiffres d'un point de vue global, **34 %** des entreprises se déclarent prêtes à payer plus cher pour être plus vertes.

Au final, le Green IT apparaît bel et bien comme une approche clivante : accessoire, voire inutile pour certains, incontournables pour d'autres.

LES ACTIONS PRIVILÉGIÉES POUR UN IT RESPONSABLE

75%

UTILISER LE MATÉRIEL
LE PLUS LONGTEMPS POSSIBLE



55%

SENSIBILISER / FORMER
AUX BONNES PRATIQUES



55%

SECONDE VIE AUX ÉQUIPEMENTS



50%

ÉVITER DE SE SURÉQUIPER



30%

SOBRIÉTÉ NUMÉRIQUE
DANS LES ACHATS



▼ -8 pts



PARTIE 3

ÉCLAIRAGES FONCTIONS & SECTEURS



BAROMÈTRE
DE LA SÉRÉNITÉ NUMÉRIQUE



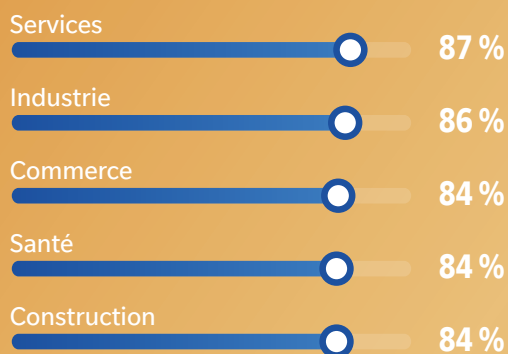
KONICA MINOLTA



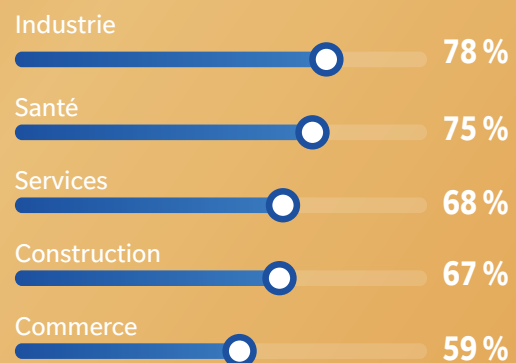
ZOOM SECTEURS

L'analyse sectorielle fait apparaître des profils de maturité numérique contrastés. Le secteur de la Santé, nouveau venu dans le baromètre, se distingue par son avance en matière de pilotage. Les Services maintiennent leur position de leader. La Construction et le Commerce apparaissent en retrait.

SÉRÉNITÉ NUMÉRIQUE



STRATÉGIE CYBERSÉCURITÉ



DÉPLOIEMENT DE L'IA PAR SECTEUR



COMMERCE

En 2025, 83,9 % des entreprises du Commerce se déclarent sereines face au numérique, mais ce socle recule nettement vs 2024 (91,3 %, soit -7,4 points). Le Commerce priorise la formation et la sécurisation des accès, tout en faisant face à un frein majeur : la résistance au changement des collaborateurs.

PRIORITÉS : FORMER, SÉCURISER, MAÎTRISER LES COÛTS

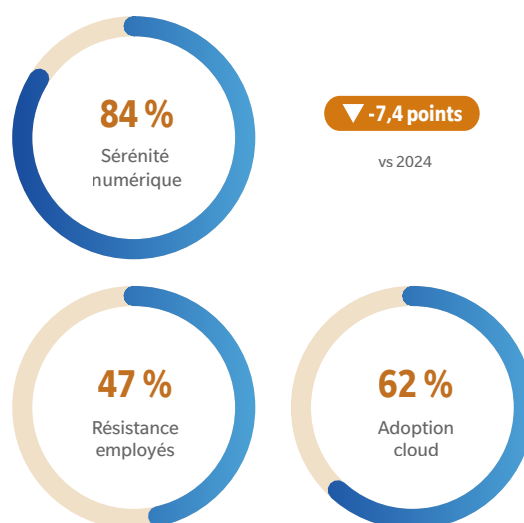
Les chantiers prioritaires dans le Commerce confirment une approche pragmatique : former les équipes (40 %), sécuriser les accès (35 %), réduire les coûts (34 %). La loi sur la facturation électronique est déjà un sujet de feuille de route (23 %), tandis que l'intégration de l'IA reste encore en retrait (14 %).

FREINS : CONDUITE DU CHANGEMENT ET COÛTS INITIAUX

Le premier obstacle est humain : 47 % des entreprises citent la résistance des employés. Les freins économiques et opérationnels suivent : coûts initiaux (42 %), complexité de mise en place (40 %), manque de compétence technique (36 %) et ROI incertain (28 %).

DÉMATÉRIALISATION, CLOUD ET IA

Le Commerce associe la loi sur la facturation électronique à des gains de productivité : accélérer la digitalisation (52 %), automatiser des tâches chronophages (49 %). Le niveau de préparation reste modeste : 2/5 en moyenne. Le Cloud est largement installé (62 %), mais 49 % redoutent la dépendance au prestataire. L'IA est perçue comme une opportunité (61 %) et déjà 41 % ont déployé des outils.

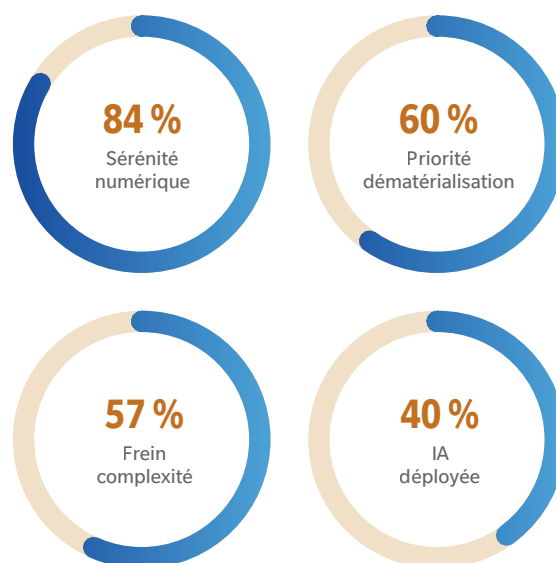


CONSTRUCTION

La Construction affiche une sérénité numérique déclarée élevée (84 %), mais cette confiance se heurte à des obstacles très concrets : complexité de mise en place (57 %), résistance au changement (51 %), coûts initiaux (43 %). L'IA s'installe déjà comme chantier majeur.

PRIORITÉS IT : LE RÉGLEMENTAIRE D'ABORD, L'IA JUSTE DERRIÈRE

Préparer la loi sur la facturation électronique (60 %) arrive en tête, suivie de l'intégration de l'IA (42 %). La loi est bien identifiée (82 % en ont entendu parler), mais la date d'application n'est pas maîtrisée par tous (50 % seulement). Le niveau de préparation moyen reste 2,3/5.



CYBERSÉCURITÉ, CLOUD ET GREEN IT

Deux tiers du secteur disposent d'une stratégie cyber (67 %). Le Cloud est une réalité opérationnelle (66 %), mais la dépendance prestataire (48 %) et la sécurité (54 %) inquiètent. Le Green IT inspire des pratiques concrètes (77 % veulent garder le matériel plus longtemps), mais reste peu décisif (27 % le jugent déterminant) et la disposition à payer plus cher reste minoritaire (24 %).

INDUSTRIE

Dans l'Industrie, la sérénité numérique reste élevée (86 %), mais la transformation se heurte encore à des résistances internes (48 %). Les priorités se concentrent sur la dématérialisation (61 %), la cybersécurité (78 % avec stratégie dédiée) et l'IA (39 %).

PRIORITÉS : TRIPLE CONTRAINTE CONFORMITÉ-SÉCURITÉ-MODERNISATION

L'agenda IT se structure autour de la dématérialisation (61 %), la sécurisation des accès (42 %), l'intégration de l'IA (39 %) et la réduction des coûts (36 %). La résistance des employés reste le frein n°1 (48 %), devant la complexité de mise en place (39 %) et les coûts initiaux (38 %).

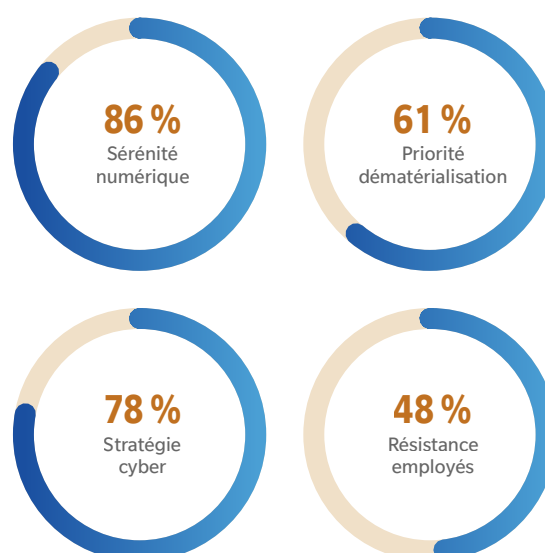
CYBERSÉCURITÉ ET DÉMATÉRIALISATION

La cybersécurité est majoritairement structurée (78 %).

Les priorités cyber se concentrent sur le piratage des données (58 %), les virus (49 %), le vol de données (49 %) et la prévention d'arrêt d'activité (44 %). La loi sur la facturation électronique est identifiée par 74 %, mais le niveau de préparation moyen est de 2,2/5.

CLOUD ET GREEN IT

Le cloud est adopté par 61 % des entreprises industrielles. Les bénéfices : collaboratif (51 %), agilité/mobilité (41 %). Mais 52,5 % redoutent la dépendance et 51 % la sécurité. Le Green IT reste un sujet de pratiques concrètes (70 % garder le matériel) mais 71 % ne le jugent pas déterminant.

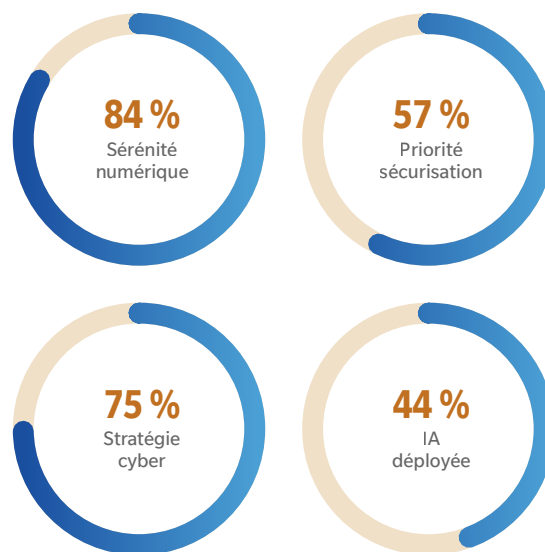


SANTÉ & ACTION SOCIALE

Dans la Santé, le numérique est largement perçu comme maîtrisé : 84 % se déclarent sereins. Mais le secteur affiche une ligne claire : sécuriser les accès, former, et lever les résistances internes avant d'accélérer sur les ruptures (IA, Cloud, dématérialisation).

PRIORITÉS : SÉCURITÉ, COMPÉTENCES ET MAÎTRISE ÉCONOMIQUE

La Santé met d'abord le casque et la boîte à outils : sécurisation des accès (57 %), formation des équipes (53 %), réduction des coûts (41 %), dématérialisation (37 %) et IA (30 %). Le facteur humain est le premier frein (56 % résistance des employés), devant les coûts initiaux (45 %) et la complexité des normes (43 %).



CYBERSÉCURITÉ ET IA : EN AVANCE

Le secteur se distingue par un haut niveau de structuration cyber (75 % ont une stratégie dédiée) et une excellente information réglementaire (72 % s'estiment informés). L'IA est déjà déployée à 44 % et perçue comme opportunité par 75 %, le score le plus élevé tous secteurs confondus, mais aussi comme risque par 38 %. Le Cloud est utilisé par 64 % avec un stress faible (1,6/5).

SERVICES

Dans les Services, la sérénité numérique s'affiche au niveau le plus élevé de tous les secteurs (87 %). Mais l'agenda 2026 est structuré par l'urgence de la loi sur la facturation électronique, la tension sur les coûts, et l'accélération IA/Cloud/Cybersécurité.

PRIORITÉS 2026 : DÉMATÉRIALISATION EN TÊTE

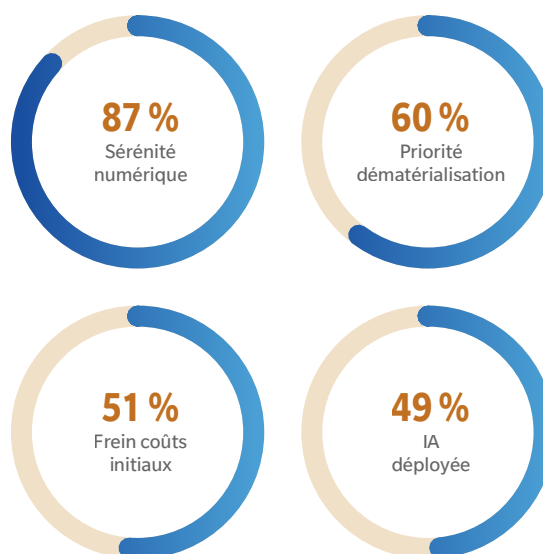
La priorité des Services est la **dématérialisation (60 %)**, suivie de la formation des équipes (43 %), la réduction des coûts (43 %), l'intégration de l'IA (42 %) et la sécurisation des accès (40 %). Les coûts initiaux restent le frein n°1 (51 %), puis la résistance des employés (42 %) et la complexité des normes (38 %).

CYBERSÉCURITÉ ET DÉMATÉRIALISATION

68 % déclarent une stratégie cyber. Priorités : piratage des données (59 %), virus (46 %), vol de données (43 %). La loi de dématérialisation gagne en notoriété (74 %, contre 54 % en 2024), mais le niveau de préparation reste moyen (2,5/5). **76 %** ont commencé à se préparer.

CLOUD ET IA : PROGRESSION RAPIDE

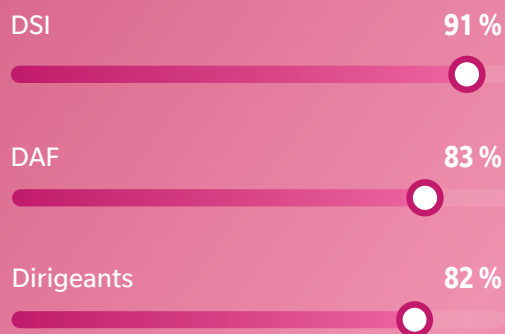
Le Cloud est utilisé par **63 % des Services**, avec des bénéfices opérationnels clairs (sauvegardes 57 %, accès 53 %, mobilité 52 %), mais des inquiétudes persistantes (sécurité 51 %, confidentialité 50 %, dépendance 50 %). L'IA progresse fortement : **48 %** ont déployé des outils (vs 32 % en 2024). Compétence IA autoévaluée : **2,05/5**.



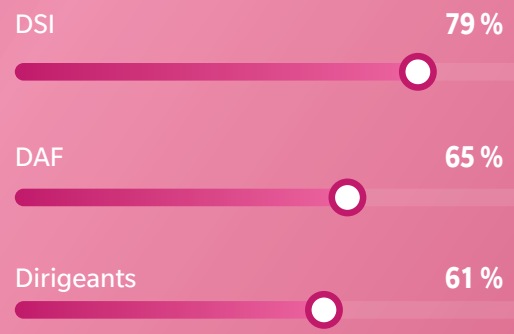
ZOOM FONCTIONS

L'analyse par fonction révèle des perceptions et des priorités différenciées face à la transformation numérique. Les DSI sont plus engagées que les dirigeants, tandis que les DAF occupent une position intermédiaire.

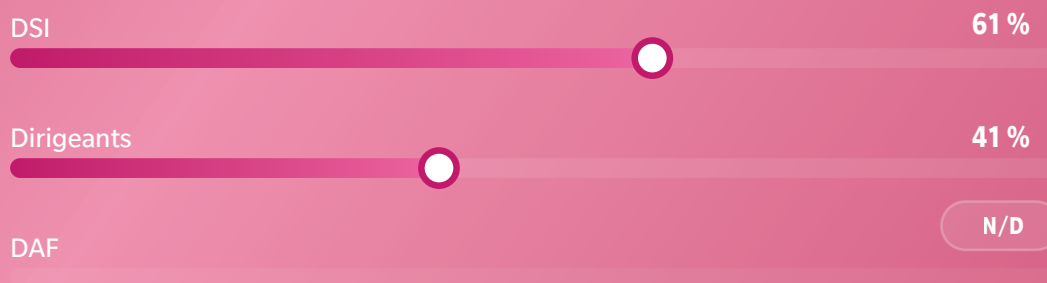
SÉRÉNITÉ NUMÉRIQUE



STRATÉGIE CYBERSÉCURITÉ



IA DÉJÀ EN PLACE PAR FONCTION



DIRIGEANTS

82 % des dirigeants se disent sereins numériquement. Mais cette sérénité est mise sous tension par l'équation coût-complexité-adhésion. La loi sur la facturation électronique s'impose comme priorité n°1 (57 %) et l'IA est déjà en déploiement (41 %).

PRIORITÉS : DÉMATÉRIALISATION EN TÊTE, IA EN ACCÉLÉRATEUR

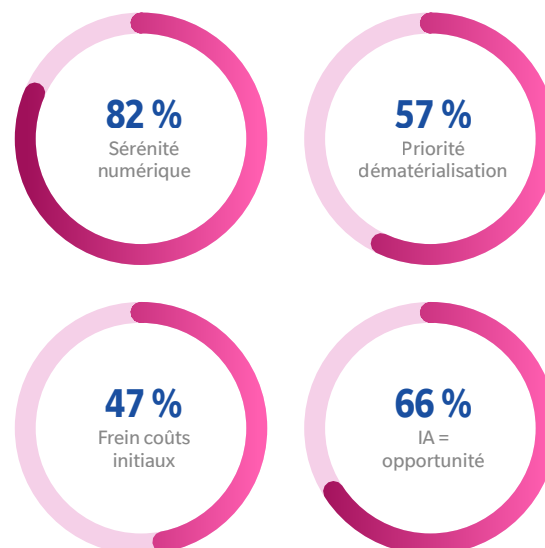
La réforme de la facturation électronique domine (57 %). L'IA suit (40 %), puis la réduction des coûts (39 %), la formation (38 %) et la sécurisation des accès (33 %). La transformation bute sur des obstacles tangibles : coûts initiaux (47 %), complexité (46 %), résistance des employés (45 %), manque de temps (41 %).

CYBERSÉCURITÉ : PRIORITÉ DONNÉE, STRATÉGIE PAS SYSTÉMATIQUE

39 % n'ont pas de stratégie cyber dédiée. Priorités : piratage (54 %), virus (42 %), vol de données (42 %), arrêt d'activité (37 %). La loi de dématérialisation est identifiée par 70 %, mais seuls 37 % connaissent la date. Préparation : 2,3/5.

CLOUD ET IA

54 % utilisent des outils cloud. Bénéfices : sauvegardes (50 %), facilité d'accès (46 %). Risques perçus : confidentialité (49 %), sécurité (48 %), dépendance (46 %). Critères de choix : stockage en France (37 %), tarifs (32 %). L'IA est perçue comme opportunité par 66 %, 41 % ont déjà des outils en place.



DSI

La DSI affiche la sérénité numérique la plus élevée de toutes les fonctions (91 %). Mais derrière cette confiance, la réalité est celle d'un pilotage très concret : sécuriser, préparer la dématérialisation, cadrer le cloud et accélérer sur l'IA.

PRIORITÉS : SÉCURISER, SE METTRE EN CONFORMITÉ, INDUSTRIALISER

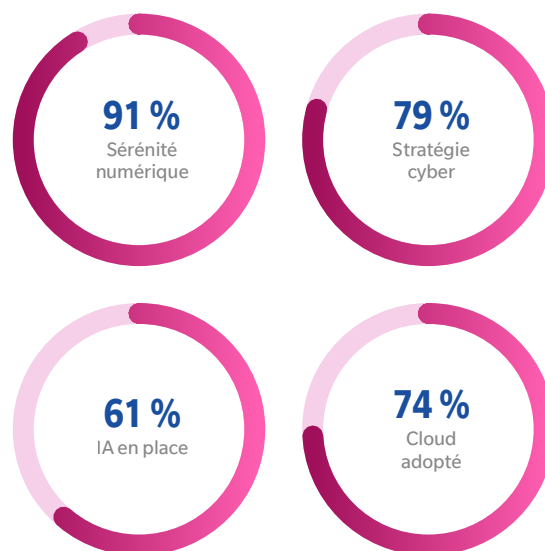
Sécurisation des accès (55 %), dématérialisation (53 %), formation (46 %), intégration IA (44 %). Premier frein : la résistance des employés (54 %), puis les coûts initiaux (45 %) et la complexité des normes (40 %).

CYBERSÉCURITÉ : UNE MOBILISATION STRUCTURÉE

79 % disposent d'une stratégie dédiée. La hiérarchie des risques est orientée « business » : piratage de données (58 %), arrêt temporaire d'activité (56,2 %), vol de données (50 %), indisponibilité du SI (47 %), virus (47 %), erreurs humaines (43 %).

CLOUD, IA ET GREEN IT

Le Cloud est bien installé (74 %), stress faible (1,5/5). Bénéfices : collaboratif (61 %), accès (58 %), sauvegardes (54 %). Mais la dépendance au prestataire inquiète (57 %). L'IA est en place dans 61 % des organisations et 42 % la voient comme accélérateur de progrès. Green IT : allonger la durée de vie (71 %), seconde vie (61 %), sensibiliser (60 %), mais seulement 31 % y voient un avantage concurrentiel.



DAF

La DAF affiche une sérénité élevée (83 %). Mais dès qu'il s'agit de transformer les priorités en actions, les moyens deviennent le point de tension : le manque de budget est cité comme frein n°1 (39 %).

UNE EXÉCUTION SOUS CONTRAINTE

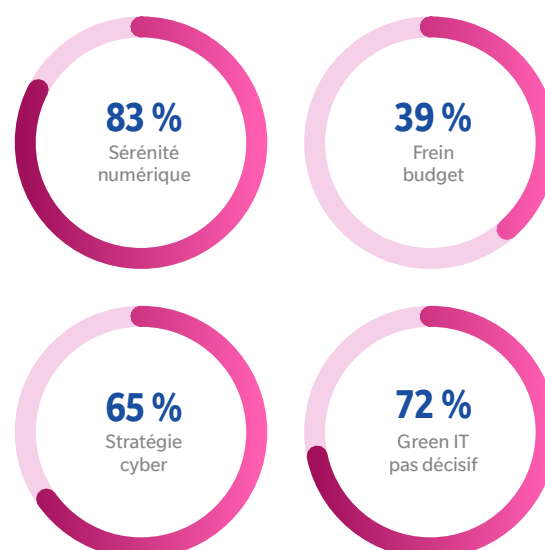
83 % se déclarent sereines, mais **32 %** déclarent ne pas avoir les moyens de mettre en œuvre leurs priorités. Les leviers : budgets disponibles (**27 %**), compétences/implication (**26 %**), accompagnement (**22 %**). Les freins : manque de budget (**39 %**), manque de compétences (**28 %**), manque de temps (**19 %**).

CYBERSÉCURITÉ ET DÉMATÉRIALISATION

65 % disposent d'une stratégie cyber. Priorités : piratage (**65 %**), virus (**54 %**), vol de données (**44 %**). La loi sur la facturation électronique est un levier d'efficacité (**49 %** évoquent l'automatisation) mais aussi un sujet de coûts (**39 %**). Préparation : réponse la plus fréquente à **3/5**, mais **44 %** entre **0 et 2/5**.

CLOUD ET IA : PEU DE STRESS, COMPÉTENCES MODESTES

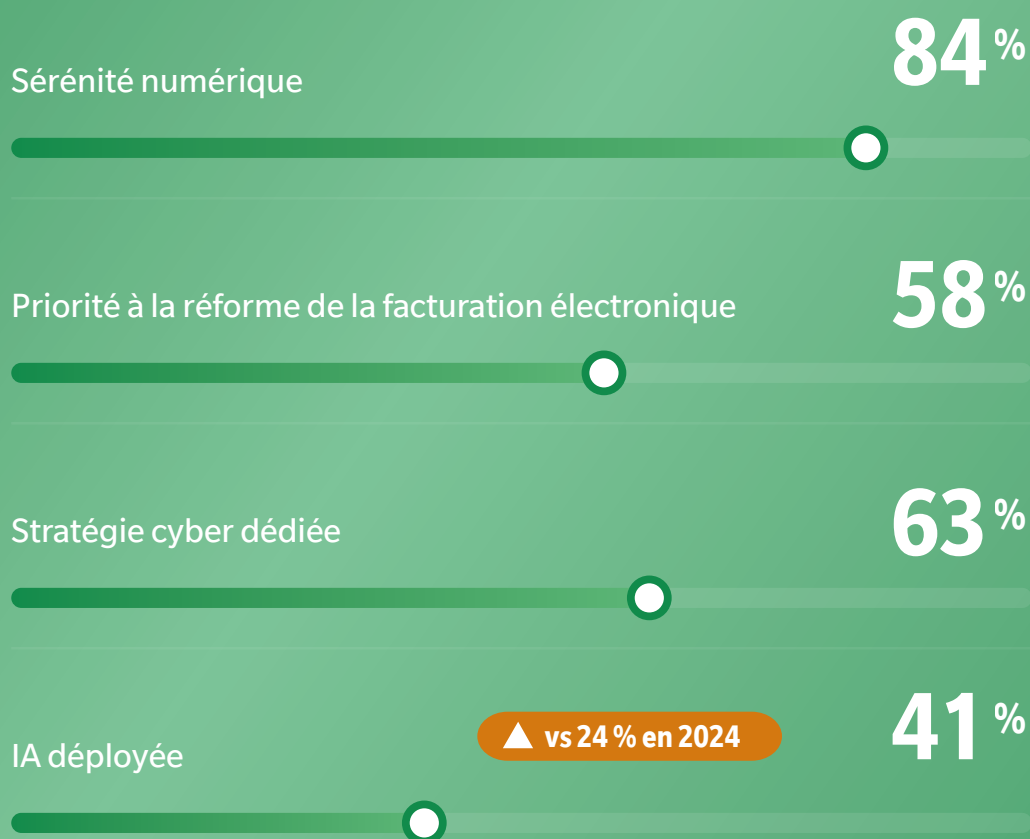
Cloud : stress moyen **1,6/5**, **36 %** déclarent **0/5**. IA : stress moyen **1,2/5**, mais compétence autoévaluée seulement **2,0/5** et retard perçu de l'entreprise sur l'IA à **2,2/5**. L'enjeu d'accompagnement et de cadrage est central. Pour la dématérialisation, la DAF se tourne d'abord vers la DSI (**31 %**), puis l'expert métier (**20 %**) et l'intégrateur (**20 %**).



ZOOM PME

Si 84 % des PME se disent sereines face à la transformation numérique, la réforme de la facturation électronique s'impose comme priorité n°1 (58 %). En 2026, trois urgences structurent l'agenda : dématérialisation, cybersécurité (63 % avec stratégie dédiée) et IA (41 % déjà déployée, contre 24 % en 2024).

INDICATEURS CLÉS PME 2026



SÉRÉNITÉ : UN SOCLE ÉLEVÉ, UNE MINORITÉ EN DIFFICULTÉ

Les PME affichent **84 %** de sérénité numérique (**42 %** « tout à fait » + **42 %** « plutôt »). Mais **16 %** ne se disent pas sereines, signalant un écart persistant de maturité et de capacité d'exécution.

PRIORITÉS : DÉMATÉRIALISATION EN TÊTE, IA AU NIVEAU DES ENJEUX BUDGÉTAIRES

La réforme de la facturation électronique domine (**58 %**), devant la formation (**41 %**), l'intégration de l'IA (**38 %**), la réduction des coûts (**38 %**) et la sécurisation des accès (**36 %**). **71 %** ont déjà commencé à travailler sur la mise en place de la dématérialisation.

FREINS : L'HUMAIN ET LE COÛT, AVANT LA TECHNOLOGIE

Premier frein : la résistance des employés (**45 %**), au même niveau que les coûts initiaux (**45 %**). Puis la complexité de mise en place (**40 %**) et la complexité des normes (**36 %**).



CYBERSÉCURITÉ : STRATÉGIE MAJORITAIRE, RÉGLEMENTATION ENCORE PARTAGÉE

63 % des PME disposent d'une stratégie cyber dédiée (**38 %** non). Priorités : piratage (**57 %**), virus (**48 %**), vol de données (**42 %**), arrêt d'activité (**40 %**). Sur la réglementation cyber, les PME restent divisées : **53 %** s'estiment informées, contre **47 %** qui ne le sont pas.

CLOUD : DÉJÀ MAJORITAIRE, LA CONFIANCE « DONNÉES » RESTE L'ARBITRE

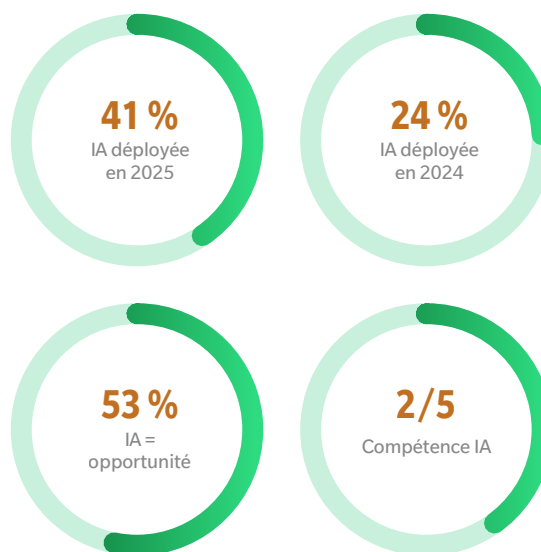
Le Cloud est utilisé par **58 %** des PME. Bénéfices : sauvegardes (**56 %**), facilité d'accès (**52 %**), mobilité (**46 %**), collaboration (**45 %**). Mais la perception du risque reste centrée sur la donnée : sécurité (**49 %**), confidentialité (**48 %**), dépendance prestataire (**47 %**).

GREEN IT : SOBRIÉTÉ OUI, SURCÔÛT NON

Le Green IT n'est déterminant que pour **31 %** des PME, et **67 %** ne sont pas prêtes à payer plus cher. En revanche, les actions de sobriété sont très concrètes : prolonger la durée de vie du matériel (**75 %**), sensibiliser (**56 %**), seconde vie (**54 %**), éviter le sur-équipement (**53 %**).

IA : ACCÉLÉRATION NETTE, MATURITÉ INTERMÉDIAIRE

En 2025, **41 %** des PME déclarent avoir déployé des outils IA (contre **24 %** en 2024). L'IA est qualifiée d'opportunité par **53 %**, contre **31 %** de risque. La compétence autoévaluée reste modeste (**2,0/5**) et le retard perçu est de **2,03/5**. L'accompagnement privilégié : expert solutions métier (**27 %**), DSI (**23 %**), intégrateur (**19 %**).



LOI SUR LA FACTURATION ÉLECTRONIQUE : SUR QUI LES PME COMPTENT ?

Les PME citent en premier l'expert de solutions métier (**27 %**), puis la DSI / responsable informatique (**23 %**), l'intégrateur informatique (**19 %**) et le fournisseur de solutions bureautiques (**17 %**). La dynamique est engagée : **71 %** ont déjà commencé à se préparer.

MÉTHODOLOGIE DÉTAILLÉE

L'étude, réalisée par l'Institut Occurrence (groupe IFOP) pour Konica Minolta Business Solutions France, constitue la quatrième vague du Baromètre Konica Minolta de la sérénité numérique.



ÉCHANTILLON
500 entreprises
françaises



RÉPARTITION
400 PME (11-249 salariés)
+ 100 ETI (250+ salariés)



MODE DE RECUEIL
téléphonique



PÉRIODE
25 juillet au 15 septembre 2025



QUESTIONNAIRE
77 questions

MARGE D'ERREUR :
± 4,4 points à 50 %

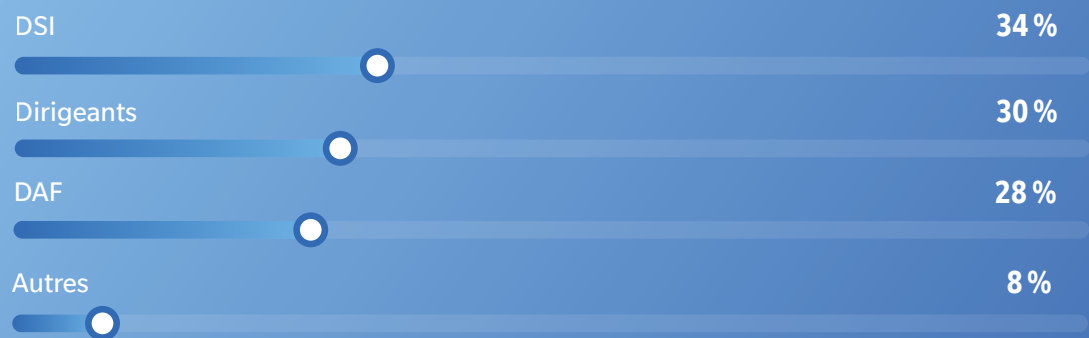


INSTITUT
Occurrence
(groupe IFOP)

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



RÉPARTITION PAR FONCTION



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Répartition équilibrée sur 10 régions françaises :

Aquitaine

Bretagne

Est

Île-de-France

Centre-Loire

Nord

Norm.-Picardie

Occitanie

Rhône-Alpes

Sud-Est

10% chacune

Note de lecture : les données significatives sont mises en avant dans l'analyse. Un écart est considéré comme significatif lorsqu'il dépasse le seuil de la marge d'erreur statistique. Les comparaisons avec les vagues précédentes (2023, 2024) sont établies sur des bases méthodologiques comparables.





A PROPOS

Konica Minolta Business Solutions France

Konica Minolta est un constructeur de systèmes d'impression, spécialisé dans la fourniture et l'intégration de solutions d'impression numérique professionnelles, de gestion numérique des contenus, de gestion d'infrastructures informatiques, de vidéo-protection et solutions d'IA.

Konica Minolta propose un accompagnement complet (audit et conseil, services, technologies et logiciels de pointe) sur le marché de l'impression de bureau mais aussi sur les marchés de l'impression de production et de l'impression industrielle (arts graphiques).

En parallèle, Konica Minolta accompagne la transformation numérique des entreprises privées et organisations publiques au travers de son expertise unique en matière de gestion de l'information. En tant que fournisseur de services informatiques, Konica Minolta a développé une offre globale de solutions pour digitaliser les contenus et les flux d'informations métiers, gérer, sécuriser et optimiser les infrastructures informatiques, qu'elles soient sur site ou dans le cloud, gérer les contenus (ECM), et assurer la sécurité informatique.

La santé représente également un axe stratégique de développement, que ce soit en matière de dématérialisation et gestion électronique de documents, ou d'imagerie médicale avec la technologie innovante de radiographie numérique dynamique DDR : l'ambition du Groupe est d'accompagner les acteurs de la santé dans la transformation digitale du parcours de soins.

Enfin, Konica Minolta sécurise l'ensemble des locaux de façon globale et complète en termes de matériels, de logiciels et de prestations. Konica Minolta assure ainsi une protection maximale des biens et des personnels contre les éventuelles agressions, vols, détériorations de locaux mais également la surveillance des points sensibles, l'alerte d'intrusion, ou encore l'analyse comportementale. Ses solutions d'IA offrent de nombreuses possibilités pour sécuriser les personnes, les lieux, et assurer une meilleure qualité des process industriels.

Konica Minolta Business Solutions France, basée à Carrières-sur-Seine, est une filiale à part entière du Groupe Konica Minolta Inc., Tokyo, Japon. En France, le Groupe emploie plus de 1600 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires de 562 millions d'euros pour l'exercice fiscal 2024. Son offre globale est distribuée via un réseau de ventes composé de 8 Directions régionales et 50 agences, 3 filiales ainsi que de 120 concessionnaires et revendeurs. Précurseur en matière de RSE, avec une démarche engagée depuis plus de 50 ans, Konica Minolta Business Solutions France a obtenu en 2024 le label Engagé RSE d'AFNOR Certification niveau confirmé.

Les termes et les noms de produits peuvent être des marques commerciales ou des marques déposées de leurs détenteurs respectifs et sont reconnus par la présente.

Pour suivre l'actualité de KONICA MINOLTA :

<https://www.konicaminolta.fr/fr-fr>

<http://digital-solutions.konicaminolta.fr/>

CONTACT PRESSE

Géraldine Soulier

M.06.17.85.13.44

geraldine.soulier06@gmail.com